

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE DU 27 AVRIL 2026

Les actionnaires de la société Crédit du Maroc se sont réunis le 27 avril 2026, à l'Université du Crédit du Maroc, sise boulevard Aboubaker Al Kadiri, Sidi Maârouf, Casablanca, en Assemblée générale ordinaire annuelle, suivie de l'Assemblée générale extraordinaire.

◆ ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE

1. Approbation des comptes

L'Assemblée a approuvé, à l'unanimité, les comptes sociaux et consolidés arrêtés au 31 décembre 2025 et certifiés par les Commissaires aux Comptes, faisant ressortir respectivement un bénéfice net comptable de 804.450.975,74 dirhams et un résultat net part du groupe de 863.551.355,16 dirhams.

Il est précisé que les états de synthèse sociaux et les états financiers consolidés de la société arrêtés au 31 décembre 2025 n'ont subi aucune modification par rapport à ceux publiés préalablement à la tenue de l'Assemblée dans le journal d'annonces légales « Le Matin ».

2. Affectation du résultat / Dividendes

L'Assemblée a également décidé la distribution d'un dividende brut de 48 dirhams par action, dont la mise en paiement interviendra à compter du 15 juin 2026.

3. Gouvernance

L'Assemblée a nommé Monsieur Bachar SAMRA en qualité de membre du Conseil de Surveillance, sous réserve de l'approbation de Bank Al-Maghrib.

Monsieur Bachar Samra dispose de plus de 35 ans d'expérience internationale dans le secteur bancaire et financier. Il a notamment exercé des fonctions de direction au sein de IFC (International Finance Corporation), où il a occupé successivement les postes de Principal Banking Specialist, puis de Global Head of Banking et Chief Banking Specialist. Monsieur Bachar Samra est titulaire d'un Master of Science en génie civil de l'Université de Memphis (USA) et d'un MBA en finance et marketing de l'université de DePaul, Chicago (USA).



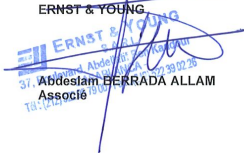

4. Résolutions

L'Assemblée générale ordinaire annuelle a approuvé l'ensemble des résolutions qui lui ont été soumises.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

<p>EY Shape the future with confidence 37, Bd Abdellatif Berkaddour 20050 Casablanca</p> <p>Aux Actionnaires de CREDIT DU MAROC 201, Boulevard d'Anfa, Casablanca</p> <p>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2025</p> <p>Opinion</p> <p>Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société CREDIT DU MAROC et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, ainsi que le compte de résultat consolidé et l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris des informations significatives sur les méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 8.203.010 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 863.551.</p> <p>Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2025, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).</p> <p>Fondement de l'opinion</p> <p>Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.</p> <p>Questions clés de l'audit</p> <p>Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.</p> <p>Appréciation du risque de crédit relatif aux encours à la clientèle</p> <p>Risque identifié</p> <p>Le groupe CREDIT DU MAROC comptabilise des provisions au titre des pertes attendues sur les encours sains (Bucket 1), les encours dégradés (Bucket 2) ainsi qu'au titre des risques avérés de pertes sur les encours en défaut (Bucket 3).</p> <p>Ces provisions sont évaluées sur la base des dispositions de la norme IFRS 9 – Instruments financiers.</p>	<p>forvis mazars 76, Boulevard Abdelmoumen Résidence Koutoubia, 7^{ème} étage Casablanca - Maroc</p> <p>L'évaluation des pertes de crédit attendues sur les encours à la clientèle requiert l'exercice du jugement notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déterminer les critères de classement des encours en Bucket 1, Bucket 2 et Bucket 3, - Estimer les pertes attendues en fonction des différents Buckets, - Établir des projections macro-économiques dont les impacts sont intégrés dans l'estimation des pertes attendues. <p>Les informations qualitatives concernant les modalités d'évaluation et de comptabilisation des pertes de crédit attendues sont détaillées dans la note « Normes et principes comptables appliqués par le Groupe » de l'annexe aux états financiers consolidés.</p> <p>Au 31 décembre 2025, le montant brut des prêts et créances sur la clientèle s'élève à MMAD 66.831, les dépréciations pour pertes attendues y afférentes s'élèvent à MMAD 3.969, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MMAD 829 de dépréciations relatives aux actifs sains et dégradés, - MMAD 3.140 de dépréciations relatives aux actifs en défaut. <p>Les provisions pour risques relatives aux pertes attendues sur les engagements hors bilan à la clientèle s'élèvent à MMAD 221.</p> <p>Compte tenu de l'importance des zones de jugement entrant dans l'évaluation du risque de crédit et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses dans les modèles de calcul des pertes attendues, nous avons considéré que l'estimation des pertes de crédit attendues sur la clientèle constitue un point clé de l'audit.</p> <p>Réponse d'audit</p> <p>Nous avons examiné le dispositif mis en place par le Groupe CREDIT DU MAROC pour classer les engagements par Bucket et pour évaluer le montant des provisions comptabilisées afin de vérifier que les estimations retenues s'appuient sur une méthodologie documentée et conforme à la norme IFRS 9 et aux principes décrits dans la note « Normes et principes comptables appliqués par le Groupe » de l'annexe aux états financiers consolidés.</p> <p>Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe CREDIT DU MAROC et des contrôles que nous avons jugés clés pour notre audit, relatifs à la revue des portefeuilles, l'identification des encours dégradés ou des contreparties en défaut et à l'évaluation des pertes attendues.</p> <p>Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés chargés du suivi des engagements sensibles ou en défaut.</p> <p>Sur les aspects de dépréciation, nos travaux d'audit ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Examiner le dispositif de gouvernance et tester les contrôles clés mis en place au niveau du Groupe ; • Analyser les principaux paramètres retenus par le groupe pour classer les encours et évaluer les dépréciations au sein des Buckets 1 et 2 au 31 décembre 2025 ; • Tester le calcul des pertes attendues sur une sélection d'encours en Buckets 1 et 2 ; • Tester les principales hypothèses retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations des encours en Bucket 3. <p>Nous avons enfin examiné l'information donnée en annexe des états financiers consolidés au titre du risque de crédit.</p> <p>Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés</p> <p>La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.</p> <p>Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.</p> <p>Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.</p>	<p>Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés</p> <p>Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.</p> <p>Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ; • Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ; • Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ; • Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ; • Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ; • Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit. <p>Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.</p> <p>Casablanca, le 11 mars 2026</p> <p>Les Commissaires aux Comptes</p> <p>ERNST & YOUNG Abdeslam Elbratt Allam Associé</p> <p>forvis mazars Taha Firdaous Associé</p>
---	--	---

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

 <p>Shape the future with confidence 37, Bd Abdellatif Benkaddour 20050 Casablanca</p>  <p>76, Boulevard Abdelmoumen Résidence Koutoubia, 7ème étage Casablanca - Maroc</p> <p style="text-align: center;">CRÉDIT DU MAROC S.A. RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025</p> <p>Aux Actionnaires de CRÉDIT DU MAROC 201, Boulevard d'Anfa, Casablanca</p> <p>AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE</p> <p>Opinion</p> <p>Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de CRÉDIT DU MAROC, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2025, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 9.955.656 dont un bénéfice net de KMAD 804.451.</p> <p>Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CRÉDIT DU MAROC au 31 décembre 2025 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.</p> <p>Fondement de l'opinion</p> <p>Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.</p> <p>Questions clés de l'audit</p> <p>Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.</p> <p>Identification et évaluation du risque de crédit sur les opérations à la clientèle</p> <p>Risque identifié</p> <p>CRÉDIT DU MAROC comptabilise des provisions pour dépréciation et pour risques en couverture du risque de crédit sur les engagements sur la clientèle.</p> <p>Ces provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect des dispositions du Plan comptable des établissements de crédit (PCEC) et de la circulaire de Bank al Maghrib 19/G/2002 relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, qui présente les critères minimums.</p>	<p>L'évaluation des provisions en couverture des engagements sur la clientèle requiert :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'identification des engagements en souffrance et des engagements sensibles, - L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances et des garanties dont dispose la banque. <p>Au 31 décembre 2025, le montant des provisions pour dépréciation s'élève à MMAD 3.030 ; il ramène les créances à la clientèle à un montant net de MMAD 59.580.</p> <p>Les provisions pour risques constituées au titre des engagements hors bilan accordés à la clientèle s'élèvent à MMAD 89 pour un encours d'engagements en souffrance de MMAD 169.</p> <p>Compte tenu du jugement et des estimations entrant dans l'évaluation des provisions en couverture du risque de crédit et de l'importance des engagements sur la clientèle, nous avons considéré que l'évaluation des provisions y afférentes constitue un point clé de l'audit.</p> <p>Réponse d'audit</p> <p>Nous avons examiné le dispositif mis en place par la banque pour classer les engagements sur la clientèle et évaluer le montant des provisions pour dépréciation et pour risques comptabilisés afin de vérifier que les estimations retenues s'appuient sur une méthodologie documentée et conforme aux dispositions du PCEC et de la circulaire 19/G/2002.</p> <p>Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne mis en place par CRÉDIT DU MAROC et des contrôles clés relatifs à la revue des portefeuilles, à l'identification des encours sensibles ou en défaut et au calcul des provisions.</p> <p>Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés chargés du suivi des engagements sensibles ou en défaut.</p> <p>Concernant le calcul des provisions, nous avons notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apprécier la correcte classification des engagements sur la clientèle dans les catégories appropriées, - Testé les provisions, sur la base d'un échantillon, pour les engagements en souffrance et sensibles, - Rapproché les données issues des outils de calcul avec la comptabilité. <p>Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse</p> <p>La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.</p> <p>Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.</p> <p>Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.</p> <p>Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse</p> <p>Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.</p> <p>L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.</p>	<p>Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ; • Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ; • Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ; • Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ; • Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle. <p>Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.</p> <p>Vérfications et informations spécifiques</p> <p>Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.</p> <p>Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice 2025 la banque a procédé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'acquisition de 50% du capital social de NEMA CAPITAL pour KMAD 6.454. - La création de la filiale CDM PAY détenue à 100% pour un montant de KMAD 30.000. <p style="text-align: center;">Casablanca, le 11 mars 2026</p> <p style="text-align: center;">Les Commissaires aux Comptes</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div data-bbox="1367 1059 1566 1185">  <p>Abdelhamid HERRADA ALLAM Associé</p> </div> <div data-bbox="1725 1059 1844 1185">  <p>Taha FERDAOUS Associé</p> </div> </div>
--	--	--

◆ ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée générale extraordinaire a approuvé l'ensemble des résolutions qui lui ont été soumises relatives à la modification de l'article 11.2-3.4 des statuts et à l'opération d'augmentation de capital.

Les résultats détaillés des votes des deux Assemblées sont disponibles sur le site internet de la société : www.creditdumaroc.ma.

Contacts communication financière :

- Myriam Nasrollah - Secrétaire Général Groupe : myriam.nasrollah@cdm.ma
- Mouna Benrhanem - Directeur de la Communication : mouna.benrhanem@cdm.ma